# CAHIERS LÉON BLUM

PREMIERE ANNEE. NUMERO 1. 10 F MAI 1977

SOMMAIRE

Présentation, par Robert VERDIER .. .. .. .. .. 3

Morale et politique, par Daniel MAYER .. .. .. .. 7

Les relations internationales et l'exercice du pouvoir pendant le Front Populaire, Juin 1936-Juin 1937, par René GIRAULT .. .. .. .. .. .. .. .. .. 20

JACQUES ENFER

ÉDITEUR

PARIS

archives-socialistes.fr

## SOCIETE DES AMIS DE LEON BLUM

Siège social : 9, rue des Tournelles, 94230 CACHAN

Président : Robert VERDIER

Secrétariat général : Dominique HAMON, 9, rue des Tournelles 94230 CACHAN

Trésorerie : Mme Catherine MALAMOUD, 7, rue de la Cité universitaire, 75014 PARIS. *C.C.P.* : 17 03794 F. PARIS

COTISATIONS POUR 1977

Adhérent : 5 F. Membre fondateur : 20 F. Membre fondateur à vie : 150 F.

Toute correspondance doit être adressée au secrétariat.

Libeller les chèques au nom de Mme C. MALAMOUD et les envoyer à la trésorerie.

archives-socialistes.fr

## BULLETIN D'ABONNEMENT AUX CAHIERS LEON BLUM

à retourner à Mme Catherine MALAMOUD, 7, rue de la Cité universitaire, 75014 PARIS. *C.C.P.* : 17 03794 F. PARIS

Je soussigné(e) .....

demeurant .....

désire souscrire un abonnement annuel (deux numéros) aux CAHIERS LEON BLUM et joins un chèque de 20 F.

Date Signature

## PRESENTATION

Voici donc le premier numéro de la nouvelle publication périodique que la *Société des Amis de Léon Blum* a décidé de substituer au bulletin qu'elle adressait depuis sa fondation à tous ses membres.

Pourquoi ce changement ?

L'explication en a déjà été donnée par Cletta Mayer, dont le souvenir est évoqué avec émotion et reconnaissance par tous les sociétaires qui savent de quel dévouement et de quel esprit d'initiative elle a fait preuve dans l'exercice de ses fonctions de secrétaire générale pendant vingt-cinq ans. Notre société, écrivait Cletta Mayer en présentant le dix-septième et dernier numéro de notre bulletin, doit franchir une étape : elle a atteint les premiers objectifs qu'elle s'était fixés ; aussi doit-elle maintenant donner un caractère nouveau à son activité.

Au moment où en effet la Société aborde une nouvelle phase de son existence, il convient d'abord de dresser un rapide bilan du travail qu'elle a accompli jusqu'ici.

Sa tâche primordiale fut tout naturellement la publication de *L'Œuvre de Léon Blum*. Cette publication a été achevée en 1972 (1). Elle a été menée à son terme, malgré de nombreuses difficultés rencontrées, grâce à la collaboration des membres de la Société à qui avait été confié le soin de recenser les textes, de les classer, d'en rédiger une rapide présentation : Bracke, Julien Cain, Jean Texcier et Louis Faucon, pour la période de 1905 à 1914, Robert Verdier (1920-1934), Paul Ramadier, puis Oreste Rosenfeld (1934-1940), Samuel Spanien et Jeanne Blum (1940-1945), enfin Georges Dupeux, Pierre Vidal-Naquet, François Furet et Robert Verdier (1945-1950). La coordination a été constamment assurée par Robert Blum, dont la réserve naturelle a sans aucun doute dissimulé à beaucoup le rôle qu'il a joué pour donner son unité à ce travail collectif.

Au cours de ces années, la Société, qui a été présidée successivement par Bracke (Alexandre Desrousseaux), Vincent

Auriol, Julien Cain, a aussi organisé plusieurs manifestations, comme la commémoration du centième anniversaire de la naissance de Léon Blum dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne en 1972 ; elle a apporté son concours à des initiatives prises par divers organismes. Mentionnons en particulier deux expositions consacrées à Léon Blum, l'une à la Bibliothèque Nationale en 1962, l'autre au Palais Soubise par les Archives Nationales en 1972, et plusieurs colloques sur les thèmes suivants :

— *Léon Blum, chef de gouvernement,* organisé par la Fondation nationale des sciences politiques, en 1965 (2),

— *Léon Blum et l'Etat,* par le Centre national de la recherche scientifique, en 1973,

— *Léon Blum et la culture,* au Palais du Luxembourg, en 1975, par l'Institut français d'histoire sociale et le Centre d'histoire du syndicalisme de l'Université de Paris I (3).

Pendant toute cette période, la Société a publié un bulletin qui était destiné surtout à faire connaître l'essentiel de ses activités et à servir de lien avec ses adhérents.

Les *Cahiers Léon Blum* qu'elle a décidé de publier désormais seront d'une nature différente. Ceux qui en auront la responsabilité, au premier rang Dominique Hamon, jeune professeur d'histoire et nouveau secrétaire général de la Société, ont pour ambition de répondre à l'attente de nombreux chercheurs qui, au cours des dernières années, ont manifesté leur intérêt pour Léon Blum et pour la période dans laquelle s'est inscrite son action politique. Ils s'efforceront d'apporter de l'inédit : manuscrits de Léon Blum, souvenirs et témoignages, études sur les thèmes relatifs à la pensée et son action... L'article de René Girault, professeur d'histoire à l'Université de Nanterre, sur *les relations internationales et l'exercice du pouvoir pendant le Front populaire,* donnera à nos lecteurs une indication sur le caractère que nous nous efforcerons de donner à cette publication. Bien entendu, celle-ci apportera également toutes les informations de nature à intéresser notre société et ses membres, en particulier des notes bibliographiques sur les ouvrages relatifs à Léon Blum.

Les *Cahiers Léon Blum* paraîtront deux fois par an. Nous nous efforcerons de susciter l'intérêt de nouveaux lecteurs. Mais il va de soi que nous devons d'abord compter sur la fidélité de tous ceux qui ont déjà aidé notre Société. Nous leur demandons leur concours et nous les invitons à faire connaître autour d'eux les *Cahiers Léon Blum.*

Robert VERDIER.

---

(1) Neuf volumes. Paris, Albin Michel (1954-1972).

(2) *Léon Blum, chef de gouvernement.* Paris, A. Colin, 1967. (Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n° 155).

(3) Les actes de ce colloque ont été publiés dans un numéro spécial de *La Nouvelle Revue Socialiste* (décembre 1975).

archives-socialistes.fr

## AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMERO DES CAHIERS LEON BLUM

Contribution à l'histoire de la politique de non-intervention en Espagne : documents inédits présentés par Daniel Blume.

archives-socialistes.fr

## MORALE ET POLITIQUE

*par Daniel MAYER*

Un jour, un ami que je n'avais pas vu depuis longtemps me dit : « Tu n'as pas changé ; je ne t'aurais pas reconnu. » Le propos est authentique. L'étonnement passé, j'ai compris qu'il avait voulu me dire : « Ta silhouette n'est pas celle que j'imaginais. » Autrement dit, en demeurant ce que j'étais, je dérangeais son esprit.

Un phénomène analogue, collectif celui-là, s'est déroulé après l'entrée de Jimmy Carter à la Maison Blanche. Au vu de ses premiers actes, certains, étonnés, se sont exclamés : « Il tient les promesses qu'il a faites ! » Ils étaient stupéfaits, alors qu'il s'agissait — qu'il aurait dû s'agir — de la chose la plus élémentaire qui soit. La plus élémentaire, mais aussi la moins courante.

Il est fréquent de constater de grandes différences entre la présentation d'un programme électoral et sa réalisation, comme si le succès entraînait automatiquement une part d'oubli. Deux hypothèses sont permises : ou bien les promesses étaient irréalisables ; ou bien ceux qui les faisaient ne se sont pas ensuite sentis engagés totalement par elles. Dans les deux cas, la morale n'est pas sauve.

On assiste aussi parfois à des scènes, à mes yeux plus graves encore, nées d'une sorte de complicité entre adversaires de la veille. Comme s'ils appartenaient soudainement au même camp, composé de gens « qui savent » face à une multitude ignorante.

Ces retournements sont en grande partie à l'origine de la croyance si répandue qu'il n'y a pas de morale en politique.

La base populaire de ce sentiment provient aussi de scandales anciennement mis en vedette. Il a certainement été entretenu et ravivé par le cynisme affiché plus récemment et qui tend à institutionnaliser des pratiques condamnables et autrefois condamnées. Un seul exemple : l'affirmation publique que les crédits pour des équipements collectifs seront plus facilement octroyés si l'élu appartient à la majorité et a des attaches avec le pouvoir.

Ainsi, peu à peu, la pratique de la politique s'éloigne de ses origines. Dans l'esprit public, elle se rapproche des affaires. Ce qu'elle gagne en efficacité, elle le perd en considération. La méfiance touche l'ensemble du monde politique. Une formule créée il y a peu de temps, « la politique politicienne », a atteint le but que sa démagogie trompeuse visait : aggraver le sens péjoratif attaché à l'idée de politique. Et l'on enrobe dans le même mépris affecté l'action répréhensible et l'activité normale.

Pour y échapper, on s'affirmera « apolitique »..., ce qui permettra de gagner les suffrages de ceux qui auront été pris au piège. Par ces moyens, la classe au pouvoir, en entretenant dégoût ou mépris, éloigne le plus grand nombre de l'action publique. A la limite, elle l'éloignera de la réflexion. C'est une manière de protéger ses privilèges.

On peut certes admettre que des faits imprévus, des difficultés soudaines, des événements nouveaux, nuisent à la réalisation intégrale des programmes présentés. Ou encore qu'une réalisation ait des conséquences que les moyens mis à la disposition de ceux qui l'avaient conseillée ou préparée n'avaient pas permis de prévoir. Ces empêchements ne sauraient être assimilés au cynisme de ceux qui savent à l'avance le caractère incertain de leurs promesses.

On peut, au surplus, si l'on a vraiment le respect du corps électoral, lui fournir les explications des obstacles rencontrés. Pierre Mendès-France, lorsqu'il a été Président du Conseil, s'est régulièrement adressé, par la voie des ondes, à la population. Il ne s'agissait pas pour lui, comme tant d'autres l'ont fait, d'utiliser la radio à des fins de propagande, mais d'éclaircissement. Ces rencontres n'étaient pas davantage destinées à court-circuiter l'influence et le rôle du Parlement ; elles n'avaient pas pour objet de privilégier des liens directs entre le citoyen et le pouvoir en négligeant le fonctionnement régulier des institutions républicaines. Elles se proposaient seulement d'informer, plus modestement même : de compléter l'information de tous sur les détails ou les desseins de l'action gouvernementale.

Le peuple ne s'y trompe d'ailleurs pas. Il devine, souvent d'instinct, le désintéressement des hommes, la loyauté de leurs méthodes. Ainsi de Jean Jaurès, de Léon Blum, pour ne citer que des morts. Leur loyauté n'est pas système ou tactique. Elle est tempérament et spontanéité. Aucune flatterie à l'égard

de leurs auditoires ne trouve jamais place dans leurs exposés. Ils n'assènent aucun slogan. Ils entendent, non pas imposer, mais convaincre. Pour cela, ils démontrent. Ils font appel à la raison, à ce qui est supérieur en l'homme, non à ce qui est bas ou mesquin.

Surtout, ils tiennent le même langage, quelle que soit la composition des assistances auxquelles ils s'adressent. Aucun calcul ne les détourne de leur mission éducative. Aucune volonté de séduction ne les habite. L'expression de leur sincérité fait naturellement partie de leur conception de la morale.

La bourgeoisie n'a pas de ces élégances : elle n'en éprouve pas le besoin. Et la contagion de ses défauts agit plus rapidement que ses antidotes.

On a pu à plusieurs reprises constater cette influence néfaste. Elle explique — au moins en partie — pourquoi, face à « la démoralisation bourgeoise », lors des effondrements de la classe dirigeante (1940, 1968, et aussi d'autres années où le fait fut moins évident), le peuple des travailleurs « ne s'est pas saisi de la succession ouverte » :

« La bourgeoisie s'effondrait parce qu'elle s'était révélée indigne de son rôle ; il fallait que la classe ouvrière apparût entièrement digne du sien. La souveraineté implique une supériorité. La moralité de la classe ouvrière pouvait bien être demeurée intacte, mais il aurait fallu par surcroît que sa supériorité morale fût éclatante, et voilà ce qui a manqué. Il a manqué, pour entraîner la nation, une générosité, une magnanimité, une prestance idéale, une évidence de désintéressement et de sacrifice à l'intérêt collectif, tout ce que Nietzsche appelle quelque part « le grand style dans la morale », tout ce par quoi la morale touche à la religion et la propagande à l'apostolat », a écrit Léon Blum (1).

⁂

Morale... Politique... Morale et Politique... Qu'on sépare ces composantes ou qu'on les rapproche, ce thème n'a pas épuisé nos réflexions.

La Fédération du Nord et la section de Lille du Parti socialiste ont organisé, il y a 2 ans, à l'instigation de la secrétaire générale de la Société des Amis de Léon Blum, une

grande réunion pour célébrer le 25e anniversaire de la mort du leader socialiste (2).

François Mitterand y a prononcé un discours important et, d'une certaine manière, original. Il est difficile, presque impossible, de résumer ce discours (3), et même d'en définir le thème, sans risque de trahison. C'est donc avec beaucoup de prudence que je proposerais : les valeurs morales que nous offre la société bourgeoise sont pour elle l'alibi de la dissimulation et de l'oppression. Néanmoins, parvenu au pouvoir, le socialisme ne devra pas les rejeter. En les reprenant à son compte, il fera découvrir qu'elles rejoignent les valeurs permanentes et universelles présentées par les défenseurs de la liberté.

N'est-ce pas là le centre de la pensée de Léon Blum telle qu'il l'a exprimée dans « A l'échelle humaine » ?

François Mitterrand s'en inspire en interrogeant : « Faut-il se défaire de tout l'apport de l'humanité pour découvrir, à travers la stricte pensée socialiste, une morale d'un type nouveau, qui ne se distinguerait de l'autre que parce qu'elle en serait le contraire ? »

Quelques instants après, le premier secrétaire du Parti socialiste répond à sa propre question en parlant des valeurs antérieures, permanentes (il emploiera ce dernier mot à plusieurs reprises) et en exaltant la volonté des socialistes de « faire comprendre que le socialisme est le porteur des valeurs dont la bourgeoisie se réclame, mais que la bourgeoisie trahit ».

Parmi ces valeurs, et sans doute au premier rang : les libertés démocratiques, « qui sont l'héritage de la classe sociale dominante ».

Que faut-il, que faudra-t-il, en faire ? Dès lors qu'on veut se débarrasser de cette classe dominante, ou, plus exactement, de la domination de cette classe sociale, faut-il également rejeter tout ce qu'elle a apporté ? Dans ce domaine, avons-nous nos lois propres ? Sommes-nous porteurs d'une religion ? Et — question dont la gravité n'a certainement pas échappé à l'auditoire et qui, à elle seule, aurait justifié que le discours devînt document — « peut-il y avoir, selon les classes sociales, des religions qui se reportent à des valeurs si différentes qu'elles soient contradictoires ? »

Est-il difficile de répondre tout de go ? François Mitterand semble le croire, qui ajoute — je rappelle que nous sommes

en 1975, le débat a quelque peu avancé depuis — que la discussion est plus actuelle que jamais. Mais il fait précéder cet appel à une réflexion approfondie de cette double constatation :

« Si Léon Blum, après Jaurès, mais d'une façon fort différente, n'avait pas, avec l'aigu de son esprit, la générosité si large, si puissante, de sa sensibilité, de son cœur, n'avait pas, dans quelques-uns de ses écrits, et, plus encore, dans la fermeté de son comportement, assuré qu'il était le témoin, le témoin vivant, le militant, de ces valeurs permanentes, peut-être ne seraient-elles pas associées, comme elles doivent l'être, aux valeurs du socialisme. »

Dans une besace, on loge, selon les moments, des trésors ou bien des guenilles, note, au passage, l'auteur de « La paille et le grain ». Mais que vaut l'arsenal ainsi transmis de génération en génération lorsque mensonge, tyrannie, calomnie, faux jugement, le constituent ?

Ici, le rythme oratoire rejoint la beauté littéraire. Cette question remémore aussitôt pour moi cette autre question, écrite treize ans auparavant par Nicole Védrès. Après avoir évoqué la sérénité lacustre, la sécurité bancaire et le confort hôtelier de la Suisse, l'auteur de « Mémoire d'aujourd'hui » écrivait : « A l'heure des mégatonnes, des rayons de la mort, plus de neutralité, plus de paradis, plus d'hôtels, plus de Guillaume Tell même... Que vaut-il, en effet, le symbole, si la pomme est pourrie, la flèche empoisonnée, et l'enfant leucémique ? » (4).

Dans les deux cas, la réponse va de soi. Elle sera silencieuse chez le lecteur de Nicole Védrès : un hochement de tête en tiendra lieu. L'auditeur de François Mitterrand pensera que le mouvement ouvrier, s'il avait abandonné (ou s'il abandonnait, car, somme toute, le risque demeure) les critères de la morale, pourrait employer la même démarche que ses adversaires. Certes, mais alors « non point vers le progrès, mais vers le déclin de toutes les valeurs qui sont aujourd'hui son espérance ».

Dans cette hypothèse, si le socialisme chausse les bottes de ceux qu'il vient de vaincre, il risque de créer un monde où, sans doute, les rapports de force auront changé, mais où, dans le même temps, auront « changé seulement ceux qui dominent et ceux qui souffrent ».

Dans un livre consacré à la recherche d'une définition du Socialisme (avec un S majuscule) en fonction des Droits de l'Homme, j'ai écrit : « Sous le prétexte que les plus odieux des oppresseurs ne laissaient, au temps de leur puissance, aucun droit à ceux qu'ils asservissaient, les révolutionnaires triomphants leur supprimeront-ils, à leur tour, les leurs ? A une justice aveugle convient-il de substituer une autre justice aveugle ? Les constructeurs du socialisme peuvent-ils utiliser les armes de leurs adversaires, celles-là même qu'ils n'ont cessé de dénoncer ? » (5).

Léon Blum et François Mitterrand avaient par avance répondu à ces questions. Le premier écrivait dans « A l'échelle humaine » : Le Socialisme (le Parti) « dans son action politique, dans son inspiration politique, dans la justification spirituelle de sa doctrine, devait se montrer le plus digne, le plus noble, le meilleur, lui aussi, pour les autres partis et pour la nation tout entière, devait être un modèle et un exemple. Nous devions donner l'exemple de la fierté, du désintéressement absolu, de la grandeur d'âme, qui sont l'apanage des forces jeunes. Nous devions viser toujours les objets les plus hauts, exclure toujours les moyens vils ou médiocres, même ceux dont on usait contre nous » (6).

Bien sûr, je ne cherche pas ici à instaurer artificiellement une sorte de dialogue entre deux hommes dont l'un n'est plus. Toutefois, il me faut noter que, plus de trente ans après que ces lignes ont été écrites, François Mitterrand leur fait ainsi écho : « La Libération de l'homme, dès lors qu'elle se sert des moyens de l'oppression, tourne le dos de sa propre direction et, par là-même, s'auto-détruit. »

Un point semble acquis, définitivement, espérons-le : il ne saurait être question d'utiliser les méthodes de l'adversaire qui sont contraires à la morale.

Cela signifie que nous reprenons à notre compte la morale que la bourgeoisie propose et trahit tout à la fois.

Selon François Mitterrand, c'est aussi à Léon Blum que l'on doit l'initiative d'avoir dénoncé le mensonge caché dans les affirmations de la bourgeoisie concernant des valeurs que la société dominante confisque, et qui ne sont utilisées que pour partie et chaque fois seulement qu'elle s'identifient à ses intérêts propres.

En 1975, le député de la Nièvre a déjà des responsabilités particulières. Il est le porte-parole d'une grande organisation

dont la majorité des membres sont des adhérents relativement récents. Il se doit de s'adresser à eux. Il le fera sur deux plans.

Tout d'abord, il leur donnera une plus grande confiance en eux-mêmes, plus exactement dans le Parti dans lequel ils viennent de s'engager : « Le Parti socialiste doit savoir, à travers les hommes illustres et les grands noms que nous avons cités, qu'il vaut bien par ce qu'il vaut, et qu'il n'est pas simplement l'image affadie, l'écho affaibli, la tradition embourgeoisée, d'un socialisme plus authentique qui se déroulerait ailleurs. »

Ayant tenté de débarrasser de leur complexe d'infériorité vis-à-vis d'autres organisations les militants du Parti socialiste, son premier secrétaire veut également qu'ils soient désencombrés d'une geste épique qui se substituerait à l'action : « Je crois que Léon Blum avait un génie particulier, mais les socialistes ne sont pas faits pour adorer leurs grands hommes. Ils devraient même les rejeter s'il ne s'agissait que de cela. C'est simplement parce que ces hommes-là ont gardé une fermeté sans faille chaque fois qu'il a fallu témoigner que nous leur conservons ces sentiments. Ce dont le socialisme a besoin, ce n'est pas de maîtres, mais de témoins. »

Encore faut-il que ces témoins soient « irréductibles » (le mot apparaîtra, lui aussi, à plusieurs reprises dans la bouche de François Mitterrand).

Pour lui, le socialisme n'a de sens que s'il est capable d'« aspirer toutes les volontés et toutes les espérances ». Il n'aura de portée et de durée que s'il préserve cette part originale — dont Léon Blum demeure le meilleur interprète — qui affirme et démontre qu'« il y a des choses qu'on ne fait pas, des résistances qu'on oppose, des fidélités qu'on impose, il y a le respect des autres et de soi-même, il y a la dignité irréductible ».

Témoigner, et donc aussi démontrer, notamment par l'exemple : c'est-à-dire enseigner.

« Dans l'enseignement de Léon Blum, dira encore François Mitterrand à Lille, les valeurs morales ne prennent pas le pas sur les valeurs politiques, mais elles leur donnent tout leur sens : elles rendent pratiquement inséparables, elles identifient, la démarche politique et la démarche morale. »

Il est évident qu'il s'agit d'une morale désintéressée. Même si elle est inspirée par une religion, elle ne saurait être à son service. L'homme est son seul but, son unique bénéficiaire.

Il est moins évident que cette exigence de la morale ne peut être à sens unique. August Strindberg a eu raison de regretter ce qu'il a constaté : la morale qui devrait être l'étude des droits et des devoirs, mais qui devient finalement l'étude des devoirs d'autrui envers nous, se présente, selon lui, exclusivement « sous la forme d'un grand recueil d'obligations ».

Un demi-siècle plus tard, Jacques Maritain reprend l'idée exprimée par l'écrivain suédois : « Si les hommes usent souvent mal de la morale, c'est aussi qu'ils négligent de prendre en considération une autre vérité morale, qui est une vérité première : la morale demande que nous appliquions ses règles à notre propre conduite, elle ne demande pas que nous les vengions sur la personne d'autrui lorsque autrui y a manqué. »

Cette évocation est-elle nécessaire ? Au lendemain de la rédaction de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, en 1948, quelqu'un admirait que fussent tombés d'accord sur la formulation d'une telle liste des champions d'idéologies violemment adverses :

— Oui, répondirent-ils, nous sommes d'accord sur ces droits, mais à condition qu'on ne nous demande pas pourquoi. Avec le pourquoi, commence la dispute.

C'est justement Jacques Maritain qui raconte l'anecdote. Il y voit la confirmation de ses propres vues :

« Dans l'ordre des interprétations et justifications rationnelles, dans l'ordre spéculatif ou théorique, la question des droits de l'homme met en jeu tout le système de certitudes morales et métaphysiques (ou antimétaphysiques) auquel adhère chacun. Tant qu'il n'y a pas unité de foi ou unité de philosophie entre les esprits, les interprétations et justifications seront en conflit mutuel » (7).

D'accord sur des définitions de droits, on se distinguera aussitôt lorsqu'il s'agira de fixer l'échelle des valeurs devant régler leur exercice.

L'écueil ne sera évité que si l'on accepte le concept de valeurs éternelles, qui n'ont nullement perdu leur prix ou leur qualité parce qu'elles ont été trahies par ceux qui s'en prétendaient les défenseurs.

Une parole donnée, une promesse politique, un programme électoral, ont valeur de contrat. Leur non-respect — par un individu, par un parti ou par une classe — ne doit pas diminuer leur force originelle. Il doit, au contraire, inciter

ceux qui construiront les structures de la nouvelle société (ou, pour commencer, les nouvelles structures de la société) à en réhausser l'importance.

La démarche politique et la démarche morale sont inséparables dans la vie courante, dans les rapports entre individus. Elles le sont également dans les rapports entre les citoyens et les organisations, et aussi entre les organisations elles-mêmes. A ce double niveau, 1968 a apporté de notables changements. Un phénomène, réputé alors exclusivement parisien, s'est avéré depuis avoir largement franchi les limites de la capitale. Rien, nulle part, n'est également semblable à ce qui existait avant « les événements de Mai », comme le disait pudiquement à l'époque et dans les années qui ont immédiatement suivi, une bourgeoisie apeurée.

Si l'on y réfléchit, ce ne sont pas les valeurs qui ont été modifiées alors, mais leur expression. La révolte de la jeunesse s'est essentiellement affirmée contre l'hypocrisie. La société n'est, depuis 1968, ni plus ni moins vertueuse qu'auparavant. Elle est simplement plus franche, plus ouverte, plus loyale ; donc, plus morale.

Le changement des rapports entre les citoyens et l'Etat, lui, ne s'est pas encore produit. Il est certain que morale et politique seront plus harmonieusement liées lorsque, venu au pouvoir, le socialisme démocratique (8) aura trouvé « quelles transformations doivent être apportées à l'univers économique pour que la démocratie politique puisse s'appliquer dans sa plénitude et dans sa réalité » (9).



Dans la vie internationale, dans les relations entre nations, c'est également un devoir de refuser toute séparation entre morale et politique. La poursuite d'une morale constante et égale dans les rapports entre Etats, ce qui est une des garanties de la paix, n'est pas seulement justifiée par l'éthique. Elle l'est aussi, plus prosaïquement, par une vision concrète des choses : elle est un élément d'efficacité réelle.

Dans une étude rédigée dans les premiers mois de 1941 et publiée à titre posthume à Neuchâtel en septembre 1943,

Nicolas Politis, ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce, traite de ces deux aspects de l'action diplomatique. Il montre « bien des hommes d'Etat qui, après avoir fait grand étalage de sentiment de respect pour les biens d'autrui, ont ensuite agi de manière toute différente. Leurs premières affirmations avaient un tel accent de sincérité qu'elles firent généralement impression, au point que, lorsque les faits sont venus les démentir, on n'a pas refusé crédit aux excuses avancées pour les justifier. Mais la contradiction a duré ; elle s'est renouvelée à diverses reprises ; peu à peu, les affirmations ont perdu toute valeur ; et, finalement, à force de se répéter, le mensonge a tari la source de bénéfices qu'il avait réussi au début à faire sourdre » (10).

L'expérience de Nicolas Politis est grande : avec le Tchèque Bénès et le Roumain Titulesco, il a tenté de donner vie à la Société des Nations à l'époque où la France y était représentée par Aristide Briand et Paul-Boncour. Il élargit ainsi sa réflexion : « Il ne suffit pas, pour la sauvegarde de leurs intérêts, que les Etats évitent le mensonge, fuient les affirmations qu'ils savent contraires à la vérité. Il leur faut, au surplus, ne pas tromper, ne pas chercher à tromper, ne pas agir de manière à surprendre la bonne foi d'autrui » (11).

Les organisations internationales ne peuvent accomplir leur mission que si elles sont appuyées par la confiance populaire. Celle-ci leur sera accordée seulement si l'équité de leurs buts, la pureté des moyens employés apparaissent clairement. L'imaginer possible, est-ce « pousser l'idéalisme jusqu'à la chimère » ? Léon Blum s'en défendait (12). Ce rêve est-il utopie ? Ce fantasme, folie ? Même si cela était, ne faudrait-il pas, en tout cas, corriger cette espérance désespérée par la prophétie de Jaurès affirmant que « l'humanité aura accompli son destin lorsque toute sa folie aura pris la figure de sa sagesse » ? (13).

En attendant que le Droit international soit édicté exclusivement en fonction de la justice, en attendant qu'il soit doté d'une force de coercition — dont les « casques bleus » ne sont que l'esquisse — chargée d'en imposer les règles, seule la plus ou moins bonne volonté des gouvernants régit son éventuelle application.

On a pu longtemps assimiler le respect des accords internationaux à l'observation d'une certaine courtoisie. Avant que ne soit lancée l'idée encore si controversée, si mal acceptée

par les Etats, de supra-nationalité, on pouvait dire — et Nicolas Politis l'a écrit — que, « si la volonté de l'Etat paraît tempérée par des considérations passagères d'intérêt qui le poussent à rester en rapport avec d'autres Etats, à passer avec eux des contrats, à tenir ses promesses, ce ne peut être l'effet de règles supérieures à sa volonté, ce ne peut être que l'effet même de sa volonté, qui se fait souple, accommodante, pour rendre la vie plus facile » (14).

Fort heureusement, les relations internationales évoluent, elles aussi, et ce raisonnement s'avère de plus en plus « inconsistant, fragile, friable ». En contradiction avec la réalité, cette conception ne peut résister aux démentis apportés par la pratique. Il est à espérer qu'elle y résistera de moins en moins. Peu à peu, à cette « dorure superficielle », se substituent d'autres rapports. Intérêt et condescendance coïncident. « On passe alors de la courtoisie à un autre domaine qui peut être celui de la morale ou celui du droit. »

Les règles que les nations entretiennent « participent de la nature de celles qui régissent les rapports privés de l'homme et ses rapports publics à l'intérieur de son pays ». Que leur nombre, leur consistance et leurs sanctions éventuelles diffèrent ne changent pas la qualité de leurs points communs.

Individu, nation, univers. Le cheminement est continu qui forme la trilogie. Dans les « Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann », le jeune Léon Blum (il avait vingt-neuf ans au moment de leur publication, en 1901) fait dire à Goethe que l'universalisme ne comporte pas le mépris ou le sacrifice des individus : « Il affirme seulement que l'individu n'est pas à lui-même son but, que le fondement de la moralité est dans l'Universel. »

Et encore : « ...L'individu ne doit pas se poser comme sa propre fin... Son bonheur n'est que la mesure de son apport au bonheur de l'humanité entière... »

De même que l'homme est rattaché aux autres hommes, il est rattaché à son passé, aux actes de ceux qui l'ont précédé. Il ne peut rejeter l'héritage. Notre civilisation est imprégnée des cultures anciennes. Non seulement, il ne saurait être question d'écarter cet acquis, mais il faut, au contraire, y puiser ce qui nous enrichit.

Par la plume de Léon Blum encore, et la voix de Goethe, nous lisons et entendons : « Toutes les institutions, toutes

les notions, actuelles ou passées, qui peuvent obstruer la marche de la civilisation, de la justice, doivent disparaître, je l'admets fort bien. Mais cette marche, selon moi, est régulière. Elle obéit à des lois stables. Pour déterminer les états futurs de l'humanité, le philosophe ou le politique peut donc aussi légitimement faire appel à l'expérience de l'histoire qu'aux pures données de la raison » (15).

Analyse... Action... Espérance... La vie de Léon Blum fut bien ce mélange naturel, chacun de ses éléments se complétant, s'étayant mutuellement.

Pour nous, elle fut l'exemple. Pour ceux qui nous suivent, est-elle message ?

Oui, si l'on en croit François Mitterrand qui a vu, en mars 1950, à Jouy en Josas « une lumière ressortant du visage de Léon Blum qui venait d'entrer dans son silence ». Tout jeune homme politique alors, il a pensé que « la conquête d'un pareil visage, c'était aussi la signification du socialisme irréductible, au-delà de la vie, mais capable encore de transmettre ».

Daniel MAYER.

## NOTES

(1) « A l'échelle humaine ». Reproduit dans « L'Œuvre de Léon Blum (1940-1945) », Albin Michel, Ed., page 462.

(2) Le dimanche 13 avril 1975, au Théâtre de Lille.

(3) Ce discours de François Mitterrand était une contribution de qualité aux études sur Léon Blum et à l'approfondissement de la présentation du socialisme. La société des Amis de Léon Blum fit donc le projet de la publier dans ses *Cahiers*. Malheureusement, les conditions techniques de sa reproduction ont rendu ce projet irréalisable. Tous ceux qui ont assisté à la commémoration lilloise ne pouvaient qu'en ressentir un immense regret, comme s'ils avaient le sentiment de la destruction d'un matériau précieux.

En reprenant quelques passages du discours de François Mitterrand, je n'ai pas la prétention de me substituer à la machine défaillante, mais le sentiment, infiniment plus modeste, de tenter une sorte de sauvetage.

D'autre part, on a compris qu'il ne s'agissait pas d'un texte écrit. Or, chacun sait que le style « parlé » est très différent du style écrit Il va de soi, dans ces conditions, que les citations de François Mitterrand sont moins reproduites que reconstituées.

(4) « Mercure de France », mars 1962.

(5) « Socialisme : le droit de l'homme au bonheur », Flammarion, Ed., 1976, page 9.

(6) « A l'échelle humaine ». Reproduit dans « L'Œuvre de Léon Blum (1940-1945) », page 465.

(7) Introduction aux textes réunis par l'U.N.E.S.C.O. : « Autour de la nouvelle Déclaration universelle des Droits de l'homme », Edition du Sagittaire, 1949, page 12.

(8) « Socialisme démocratique » : à mes yeux, il s'agit là d'un pléonasme. Il ne saurait, en effet, y avoir de véritable socialisme sans démocratie pas plus qu'il n'y a de véritable démocratie sans socialisme. La double nécessité, politique et économique, ne peut être dissociée sans qu'un de ses éléments ne soit renié. Toutefois, l'usage de cette expression est indispensable dans la mesure où, dans le langage courant, d'aucuns y mettent une nuance péjorative. En accablant sous leurs sarcasmes une des branches du mouvement ouvrier, ils croient en libérer d'autres de leurs anciennes erreurs et de leurs tares historiques.

(9) Texte paru en 1935 dans l'Encyclopédie Quillet. Reproduit dans « L'Œuvre de Léon Blum (1937-1940) », pages 497 à 506.

(10) « La morale internationale », Editions de la Baconnière, page 80.

(11) « La marche internationale », page 81.

(12) C'est le I^er^ juillet 1936, devant l'assemblée générale de la S.D.N. que Léon Blum, alors Président du conseil, a rapproché ces mots.

(13) Chambre des députés, 23 janvier 1903.

(14) « La marche internationale », page 62.

(15) Léon Blum : « Nouvelles conversations de Gœthe avec Eckermann ». Reproduit dans « L'Œuvre de Léon Blum (1891-1905) », page 251.

archives-socialistes.fr

# LES RELATIONS INTERNATIONALES ET L'EXERCICE DU POUVOIR PENDANT LE FRONT POPULAIRE, JUIN 1936-JUIN 1937

*par René GIRAULT, professeur à l'Université de Nanterre*

Le problème abordé est apparemment simple : *dans quelle mesure un changement de majorité parlementaire entraînant l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe gouvernementale a-t-il pu entraîner une modification de la politique étrangère de la France ?* Apparence de simplicité, car plusieurs considérations liminaires obligent à marquer les limites idéologiques, économiques, politiques, administratives à l'intérieur desquelles se situent les possibilités de choix, donc de stratégie pour le gouvernement. Ainsi, existait-il avant juin 1936 un programme de gouvernement pour les relations extérieures ? En matière économique et financière, la France disposait-elle d'une réelle liberté de manœuvre vis-à-vis de l'extérieur ? Quels sont les véritables responsables dans le domaine diplomatique et militaire alors que les menaces de conflit se précisent ? Les politiques ont-ils vraiment prise sur les administrations qu'ils sont censés diriger ?

En outre, dans les relations internationales il est nécessaire de tenir compte des variables nouvelles brutalement introduites : lorsque le gouvernement Blum est formé, non seulement la guerre d'Espagne n'a pas commencé, mais on ne peut logiquement la prophétiser ; deux mois après la formation du ministère est adoptée la politique de non-intervention en Espagne qui va entraîner de sérieuses fractures dans la coalition du Front Populaire, tant parmi les politiques qu'au sein des militants et des électeurs ; ces derniers ont sans doute intensément vécu ces ruptures. Dans ce cas il a fallu agir à chaud.

Ces réserves faites, pour répondre brutalement à la question posée on serait tenté de dire que, *globalement, la politique extérieure de la France n'a pas été modifiée pendant le gouvernement Blum par rapport aux gouvernements précédents* : même impuissance vis-à-vis des partenaires possibles en Europe orientale, même anglophilie de Flandin à Blum, même errement

théorique et pratique sur le désarmement et enfin même atmosphère pacifiste dominatrice dans l'opinion, influençant les attitudes gouvernementales. Ainsi n'y aurait-il pas de politique extérieure du Front Populaire, mais simplement gestion habituelle de la diplomatie française pour un rassemblement politique théoriquement axé à gauche ; d'où pour qualifier cette attitude (ou pour la stigmatiser) les mots de pusillanimité, impuissance, lâcheté, trahison, etc. On laissera ces vocables de côté, ils sont a-historiques ; l'historien ne distribue pas de bons points.

En réalité, entre juin 1936 et juin 1937 les relations extérieures de la France sont marquées par trois problèmes majeurs, constamment liés ; le premier, la guerre d'Espagne, est apparemment dominant au point que, pour certains, c'est tout le jeu diplomatique du Front Populaire qui en dépend (1); les deux autres nous paraissent pourtant supérieurs, tant pour l'avenir du gouvernement de Léon Blum que pour une meilleure compréhension des conditions de l'exercice du pouvoir pour un gouvernement à direction socialiste dans un système politique aux structures traditionnelles : ce gouvernement peut-il rétablir des équilibres financiers satisfaisants avec l'étranger, c'est-à-dire conserver sa liberté de manœuvre en ce domaine ? Doit-il également sacrifier ses idéaux de lutte contre tous les fascismes au profit d'une plus grande efficacité dans le combat contre l'ennemi le plus menaçant pour la France, l'Allemagne hitlérienne ? Ceci signifierait en particulier un rapprochement avec Mussolini, demandé ou souhaité par bon nombre d'hommes politiques du centre, de la droite et même de la gauche, notamment chez les partenaires radicaux. A trop concentrer son attention sur la guerre d'Espagne qui débute le 18 juillet 1936, on risque non seulement d'omettre ce qui a précédé ce soudain conflit, mais de mal comprendre la période pendant laquelle le système de non-intervention avait abouti à un relatif équilibre, soit d'octobre-novembre 1936 à juin 1937. Comme on le verra, l'essentiel alors est ailleurs.

⁂

Lorsque Léon Blum forme son gouvernement, il confie les postes qui touchent aux relations extérieures de la France à des ministres radicaux, Y. Delbos aux Affaires étrangères, E. Daladier à la Défense nationale, P. Cot à l'Air, C. Campinchi à la Marine ; V. Auriol, ministre des Finances, peut aussi intervenir pour ce qui a trait aux mouvements des fonds, aux traités de commerce (avec l'accord du ministre du Commerce P. Bastid, radical également) ; mais comme bien on le pense, L. Blum accorde lui-même une large place à la politique extérieure pendant tout son ministère (2) ; son rôle personnel est donc considérable. Toutefois un homme politique, si informé et si actif soit-il, ne peut tout réaliser par lui-même ; les administrations directement concernées, Quai d'Orsay, direction du Mouvement des Fonds aux Finances, Etat-Major général, ont la possibilité d'influencer largement les décisions ministérielles tant lors de la préparation des dossiers que dans leur application concrète ; on en fourni plus loin bien des exemples. Or la constitution du ministère n'a pas été accompagnée de modifications sensibles dans les rouages des « bureaux » ; en particulier les responsables de la diplomatie française, A. Léger comme secrétaire général du Quai d'Orsay, P. Bargeton et R. Massigli comme directeur et sous-directeur des affaires politiques sont demeurés en fonction (3) ; leurs idées demeurent « dominantes », d'autant plus que la spécificité apparente de leur emploi les place en position de force vis-à-vis des hommes politiques, souvent mal informés des usages diplomatiques, parfois personnalités ternes tel Y. Delbos.

Dès lors les vues habituelles de ces hauts fonctionnaires prédominent en juin 1936 : la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936 a souligné l'absolue nécessité pour la France de trouver des appuis solides en Europe face à l'expansionnisme hitlérien ; la Grande-Bretagne apparaît évidemment comme l'allié providentiel, mais celle-ci acceptera-t-elle d'aller plus loin que la déclaration d'assistance militaire formulée par A. Eden en mars pour le cas où la France serait directement attaquée par l'Allemagne ? En fait le gouvernement conservateur britannique a lancé l'idée d'une nouvelle négociation à quatre, un

« nouveau Locarno » entre la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie afin d'organiser en Europe occidentale un système garantissant le respect du statu quo (le retour de la Rhénanie au Reich restant acquis). Pour Léger et Massigli la France n'a pas d'alternative : elle accepte la négociation préparatoire au nouveau Locarno et, pour gage de bonne volonté, elle lève le 19 juin les sanctions prises contre l'Italie après l'affaire d'Ethiopie ; simplement lorsque les services du Quai d'Orsay élaborent leur réponse aux propositions britanniques, ils s'efforcent de concilier cette négociation future avec les impératifs d'une politique française active en Europe orientale: dans une note rédigée par R. Massigli le 21 juillet 1936 il est clairement établi que la négociation constituera une première étape pour un règlement général en Europe, et que la France n'entend pas laisser « les mains libres » à quiconque en Europe orientale. Mais ce vœu français ne semble guère retenir l'attention des amis britanniques ; a-t-on les moyens de faire pression dans ce sens et peut-on apaiser ainsi les craintes d'abandon manifestées par Titulesco (4) ?

En fait, loin d'être en mesure d'imposer nos vues à la Grande-Bretagne, il nous faut compter sur son appui pour trouver une solution à la crise financière qui assaille alors le nouveau gouvernement français. Sans entrer dans une analyse statistique précise, il convient de rappeler sommairement que depuis octobre-novembre 1935 les fuites de capitaux français vers l'étranger n'ont pas cessé, entraînant une baisse sensible de l'encaisse-or de la Banque de France (5) ; la politique de déflation a fait faillite, mais la dévaluation que réclament certains experts ou certains hommes politiques (Raymond Patenôtre, Paul Reynaud (6) a été repoussée à l'avance par divers partis constituants du Front Populaire; il fallait rassurer la petite bourgeoisie, attachée à l'épargne, et éviter « l'humiliation » de la dévaluation.

En vérité, la position adoptée *dès ce moment* par Léon Blum est beaucoup plus nuancée : il n'est pas hostile à un maniement des monnaies à condition de pouvoir agir de concert avec les Anglo-Saxons, puissances dominantes dans les relations économiques internationales. Dès avril 1935, au moment de la dévaluation du franc belge, L. Blum avait envisagé la dévaluation comme « un moyen de lutte efficace contre la crise » (7) ; dans un débat à la Chambre en novembre 1935, en réponse à P. Reynaud, partisan de la dévaluation, L. Blum

repousse la procédure préconisée par Reynaud (tout comme il repousse la déflation), mais plutôt pour éviter de faire encourir à son parti l'opprobre d'une défaite monétaire que par conviction théorique ; en outre, il ajoute qu'« il est impossible de concevoir, dans le monde moderne, une monnaie, qui même avec l'appui de l'or, puisse rester indépendante du mouvement économique international » (8). En réalité, le dirigeant socialiste a déjà compris que le problème monétaire français dépendait tout autant des conditions économiques extérieures que de la seule situation française ; aussi, avant de pouvoir agir, faut-il s'entendre avec « ces forces économiques et morales dont nous avons pu juger ensemble, il y a quinze ans, qu'elles étaient irrésistibles quand elles étaient unies » (9). Peut-être en juin 1936, Léon Blum hésite-t-il sur l'opportunité de dévaluer alors qu'il vient d'accéder au pouvoir, d'où son affirmation à la Chambre, « le pays n'a pas à attendre de nous... que nous couvrions un beau matin les murs des affiches blanches de la dévaluation, des affiches blanches d'un coup d'Etat monétaire » (10) ; déclaration bien trop tranchée en tout cas pour un responsable politique qui connaît *déjà* les conditions vraisemblables d'un accord monétaire international avec les Anglo-Saxons.

En effet, pendant « l'interrègne » qui s'étend entre la victoire électorale du Front Populaire et la constitution du cabinet Blum, celui-ci a invité l'attaché financier à l'ambassade de France à Londres, Emmanuel Monick, à venir l'informer de la situation financière extérieure. L'attaché financier, qui occupait auparavant le même poste à Washington, présente des conclusions fort nettes : « Ou bien il (L. Blum) conservait la parité actuelle du franc et dès lors la seule voie qui lui était ouverte, qu'il le voulût ou non, était la voie allemande, celle de l'autarcie. Il serait contraint de recourir à un système toujours plus accentué de restrictions des changes, à une économie toujours plus nationale-socialiste, à un réarmement toujours plus limité par les ressources propres de la France... Ou bien il décidait de jouer la partie, en accord et avec le soutien des deux grandes démocraties occidentales. Dès lors il fallait placer l'économie française en état de symbiose avec le monde libre. La France pourrait se nourrir ainsi de toutes les ressources internationales nécessaires à son activité et à son réarmement. Mais la condition nécessaire était un alignement du franc et du dollar sur la livre » (11). E. Monick

ajoute qu'il faut d'abord convaincre Roosevelt de notre bonne volonté et qu'il est prêt à aller en discuter avec le Président des Etats-Unis. Léon Blum hésite, puis une semaine plus tard, ayant formé le ministère, il convoque Monick pour que celui-ci porte secrètement une lettre (assez générale) à Roosevelt. En fait, à cet instant, L. Blum n'a peut-être pas véritablement tranché, mais certains hauts fonctionnaires des Finances agissant comme de véritables conseillers économiques vont le conduire peu à peu à la solution « occidentale ».

Monick s'est, en effet, rendu à Washington, où il a rencontré Roosevelt et Morgenthau (secrétaire au Trésor) ; il a obtenu facilement l'agrément des autorités américaines à ses vues de concertation entre la France et les Anglo-Saxons pourvu que la parité nouvelle du franc soit fixée en harmonie avec sa réelle valeur économique internationale. Or, avec malice, Monick feint d'oublier que les télégrammes « verts » expédiés de l'étranger sont obligatoirement transmis à la Présidence de la République : aussi, lorsqu'il adresse à L. Blum un compte rendu de ses entretiens secrets, Albert Lebrun en est informé, ce qui élargit du même coup les « confidents » de la négociation, d'autant plus que Monick, très déférent vis-à-vis d'E. Herriot, met ce dernier dans la confidence. En somme dès la mi-juin de hauts fonctionnaires et des responsables politiques français sont « au parfum » (12) ; bien plus, Monick persévère : ayant obtenu à Londres l'assentiment de de N. Chamberlain, chancelier de l'Echiquier, pour une négociation monétaire tripartite, il n'hésite pas à profiter du voyage soudain de L. Blum dans la capitale britannique le 23 juillet pour susciter, en faveur de la politique qu'il préconise, une déclaration très claire du ministre anglais lors d'un dîner à l'ambassade ; irrité, Léon Blum, alors aux prises avec les premières difficultés de la guerre d'Espagne, se refuse à décider, mais que peut-il faire en ce domaine dès lors que les « experts » se sont prononcés unanimement ? On a bien le sentiment que le pouvoir de décision échappe au responsable politique ; décidément l'autarcie à l'allemande ou à l'italienne avec contrôle des changes tant crainte par les milieux d'affaires est écartée (13) ; le contrôle des changes et des mouvements de capitaux, qui était inscrit dans le programme du Front Populaire, reste ignoré ; le strict libéralisme économique subsiste dans les relations économiques internationales.

La décision de la dévaluation n'est pourtant prise que deux mois plus tard, le 25 septembre. Deux phénomènes permettent sans doute d'expliquer ce délai : d'une part les préoccupations gouvernementales ont été dominées avant tout par les débuts de la guerre d'Espagne, d'autre part en septembre une nouvelle offensive contre le franc accompagne une nouvelle poussée des dépenses de l'Etat, liée à la définition d'une nouvelle stratégie militaire et diplomatique.

Nous passerons rapidement sur les épisodes bien connus des premières réactions du gouvernement Blum vis-à-vis de la rébellion franquiste : le 8 août 1936, trois semaines exactement après la rébellion, le gouvernement français décide d'interdire définitivement les ventes d'armes en Espagne et adopte la stratégie de la non-intervention. Là encore l'influence des « bureaux » a été déterminante, notamment des services du Quai d'Orsay ; trois facteurs paraissent avoir emporté l'adhésion de L. Blum à la position de non-intervention : la situation interne espagnole, les perspectives politiques en France même, la position des Britanniques.

Tout d'abord les informations transmises par les représentants officiels français en Espagne sont fort claires en juillet-août 1936 : le gouvernement républicain, sans armée véritable, sans autorité morale ou politique suffisante, est condamné à très brève échéance ; à quoi bon dans ces conditions le soutenir pour affronter ensuite l'inimitié du vainqueur, Franco ! (L'ambassadeur de France à Madrid, Herbette, est tellement pro-franquiste qu'il restera plus tard en « villégiature d'été » à San Sebastien, occupé par les forces révoltées contre le gouvernement auprès duquel il est accrédité...) Au fond les « experts » sont persuadés d'une guerre courte, victorieuse pour Franco et, en attendant cette rapide issue, le mieux que l'on puisse faire est de s'abstenir de toute intervention ; il faudra l'échec franquiste devant Madrid en octobre pour modifier les « idées reçues ».

Encore les réalistes ne sont-ils pas alors légion en France dans les milieux politiques dirigeants : à de rares exceptions près les centristes et à gauche les radicaux sont toujours bien décidés à ne pas soutenir le gouvernement républicain, tandis que les droites espèrent toujours un succès définitif des putschistes ; dans l'ensemble, le ton violent, virulent et passionné de la presse de droite demeure, suscitant des réflexes de grande peur des possédants et menaçant de créer un réel

climat de guerre civile pour le cas où le gouvernement Blum ne s'en tiendrait pas à la non-intervention ; incontestablement L. Blum a craint qu'une intervention ouverte du côté des Républicains espagnols entraînât un choc armé en France ; n'oublions pas que si bon nombre de bourgeois et de modérés avaient eu « peur » devant les grèves de mai-juin 1936, ils n'en étaient que plus résolus quelques semaines, ou quelques mois, plus tard à prendre leur revanche. De toute manière les radicaux, dont on a vu le rôle dans le domaine extérieur, n'auraient plus soutenu la coalition du Front Populaire si Blum et les socialistes avaient suivi les propositions d'intervention préconisées par les partenaires communistes.

Malgré ses troubles personnels de conscience, L. Blum était acculé politiquement à la non-intervention, d'autant plus qu'il devait conserver l'appui des ministres britanniques nettement favorables à Franco ; les déclarations du Premier ministre Baldwin le 23 juillet lors du voyage de Blum à Londres, l'échec d'une mission de l'amiral Darlan pour sonder les éventuelles dispositions de l'Amirauté Britannique, les clairs rapports de l'ambassadeur à Londres Gorbin témoignaient à l'envi des sentiments dominants chez les responsables anglais. Or, pour les raisons économiques déjà évoquées et parce qu'en Europe occidentale seule la Grande-Bretagne semblait pouvoir équilibrer la menace allemande sur la France, il n'était plus question de se séparer des Britanniques ; puisque ceux-ci avaient accepté la non-intervention, puis l'avaient soutenue malgré les évidents manquements des Etats fascistes, le gouvernement de Front Populaire allait suivre cette ligne bon gré mal gré. Sans doute les séances du Comité de non-intervention à Londres tournaient-elles à la mauvaise farce, sans doute fallait-il une solide dose de naïveté ou d'hypocrisie pour croire à la fin 1936 ou au courant 1937 que les belligérants espagnols n'étaient pas soutenus les uns par les Italo-Allemands, les autres par les Soviétiques, aidés de la connivence française, mais sous cette médiocre mascarade qui assurait juste aux Espagnols ce qu'il fallait pour pouvoir mourir sans pouvoir vaincre, ce cachait le résultat évident, essentiel pour les dirigeants des grandes puissances, *la neutralisation de fait du conflit espagnol.* La guerre d'Espagne n'entraînait pas la guerre en Europe, le pacifisme pouvait s'en trouver satisfait (14). Bien sûr, pour les opinions publiques, chez les intellectuels en particulier, le sens du combat espagnol,

de cette lutte entre le droit et la force, entre possédants et humbles, entre cléricaux et anticléricaux, est-il symbolique et donc profondément vécu ou ressenti ; les sentiments peuvent-ils difficilement rester insensibles aux réalités et aux mythes de la guerre civile espagnole. Pourtant, et bien que des milliers d'hommes continuent de mourir dans des conditions souvent horribles, cette guerre d'Espagne n'est plus qu'un épisode secondaire pour les grandes puissances à partir de l'automne 1936 ; abcès de fixation pour les uns, chancre pour les autres, elle attire l'attention des gouvernés tandis que les gouvernants sont préoccupés d'autres problèmes.

En France le problème financier a repris tous ses droits dès septembre 1936. D'une part les difficultés nées de la spéculation sur la monnaie subsistent, s'amplifient même : en août plus de 4 300 millions de francs ont été exportés (exportations nettes d'or) ; dans la seule semaine du 14 au 18 septembre l'encaisse-or de la Banque de France perd deux milliards ; les souscriptions aux bons du Trésor à court terme se tarissent.

En réalité le gouvernement du Front Populaire se heurte, après bien d'autres gouvernements de gauche (et comme bien d'autres), au « Mur d'Argent ». Au lieu de voir rentrer les capitaux enfuis à l'étranger depuis plusieurs mois, les départs s'accélèrent ; parmi les capitalistes, les uns effrayés par l'atmosphère régnant en France et par les effets de la guerre d'Espagne préfèrent acheter des dollars ou des livres sterling dont la valeur est déjà stabilisée pour se prémunir contre les contre-coups intérieurs (15) ; les autres, attentifs aux gains réalisables, et justement persuadés que la dévaluation est inévitable, spéculent sur les différences à empocher entre les achats de monnaies dévaluées faits avec un franc nominalement cher et les ventes à réaliser après dévaluation dans l'autre sens (achats de nouveaux francs avec des dollars et des livres). Sans doute eût-il mieux valu dévaluer dès le mois de juin, mais le gouvernement de Front Populaire pouvait-il renier immédiatement cette opération sans obtenir d'abord l'aide des deux grandes puissances financières ? Il fallait le temps de négocier avec les Anglo-Saxons.

Au début septembre un deuxième facteur pèse lourdement sur la conjoncture budgétaire française ; pour répondre à la loi des deux ans de service militaire promulguée en Allemagne, un vigoureux effort va être entrepris dans l'armement français;

partie, p. 418 et sq.

(36) Un rapport du même général en novembre 1936 avait conclu de manière négative sur l'opportunité d'un rapprochement militaire avec les Soviétiques. Pourquoi revient-il à de meilleurs sentiments vis-à-vis de l'Armée Rouge si ce n'est sur ordre du gouvernement ? Les diverses rencontres énumérées dans cet article sont évoquées dans des rapports envoyés à Moscou et publiés récemment dans le volume 20 des Dokumenty vnesnej politiki SSSR (Documents de la politique extérieure de l'URSS), Moscou, 1976.

(37) Cf. le rapport du chargé d'affaires du 25 mars 1937, cité dans Dokumenty..., *op cit.*, p. 704.

(38) Nous laissons de côté le problème de savoir quand précisément Blum a été informé par Benes de l'imminente disgrâce du Maréchal Toukhatchevski, soupçonné de trahir au profit de l'Allemagne ; il nous semble en effet plus important pour l'histoire de noter qu'à partir de la fin mars toute négociation franco-soviétique est au point mort.

(39) Notre conclusion diffère sur ce plan de celle de G. Dupeux. « L'échec du premier gouvernement Léon Blum », Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, janvier 1963.

archives-socialistes.fr

de ma vie, s'il le faut, je ferai tout pour la [la guerre] détourner de mon pays. Vous m'entendez bien : tout pour écarter le risque prochain, présent de la guerre. » L'Œuvre de L. Blum, *op. cit.*, tome 3, p. 395.

(15) Dans son discours à la Chambre des Députés prononcé pour défendre la dévaluation, L. Blum évoque les « espèces de grandes peurs comme celles du Moyen-Age » que des propagandes ennemies ont suscitées dans le public. L'Œuvre de L. Blum, tome 3, p. 427.

(16) La Belgique adhère le lendemain à la déclaration tripartite. Le 28, la Suisse dévalue à son tour.

(17) Venu à Paris pour rendre visite à E. Labeyrie, gouverneur de la Banque de France, le ministre des Finances allemand est reçu par Blum et Delbos.

(18) Cf. D.D.F., série 1936-1939, tome IV.

(19) Depuis le Johnson Act de 1934, les USA ont mis un embargo sur les valeurs étrangères des Etats qui n'ont pas rempli leurs engagements concernant le paiement de leurs dettes de guerre.

(20) Note du 22 décembre 1936. D.D.F., *ibidem.*

(21) Notons la signature d'un accord anglo-italien en janvier 1937, contribution sensible à la politique d'apaisement.

(22) D.D.F., tome IV.

(23) L'Œuvre de L. Blum, *op. cit.*, tome 3, p. 382. A noter que dans son discours Blum laisse entendre qu'on lui a quelque peu forcé la main pour obtenir une déclaration sur les relations franco-allemandes. « Voici une dizaine de jours, j'ai lu dans tous les journaux du matin que mon discours de Lyon prendrait la portée d'un événement européen, que j'étais résolu... à jeter d'ici des offres publiques de « conversations directes » et de la « coopération économique »... Voici la plus étonnante vertu de la presse moderne : elle finit par créer ce qu'elle imagine. A force d'affirmer un fait qui est encore dans le domaine de la fantaisie, elle en fait une vérité. » Ne serait-il pas possible de remplacer « presse moderne » par administrations centrales ? Qui informe la presse ?

(24) D.D.F., tome IV. Dépêches de A. François-Poncet, qui a rencontré les deux hommes politiques allemands.

(25) Le mot est de M. Lefranc, Histoire du Front Populaire, Paris, 1965.

(26) Sur le plan politique la commission sénatoriale des Finances a déjà clairement manifesté son opposition au gouvernement, preuve que la droite radicale veut agir.

(27) D.D.F., tome IV.

(28) Cité par Lefranc, *op. cit.*, p. 230.

(29) 90 millions de $ représentent plus d'1,9 milliard de francs. D.D.F., tome V, Dépêches des 3 et 5 mars 1937.

(30) Le 13 février 1937 un décret avait prescrit que l'or non déclaré serait considéré comme importé en contrebande.

(31) L'emprunt est émis à 4,5 % au prix de 98 francs pour 100 francs nominal. D'après les souscriptions sur 8 011 000 000 francs, 164 000 000 sont souscrits à l'étranger, mais, d'après une déclaration faite devant les Chambres par Vincent Auriol en juin 1937, c'est un montant d'environ 5,5 milliards qui est rentré en France.

(32) Le 5 avril un communiqué belge annonce cette mission confiée à Van Zeeland par la Grande-Bretagne et la France. D.D.F., tome V. En principe il s'agit d'une étude sur les contingentements et les problèmes douaniers.

(33) D.D.F., tome V. Note de la Direction politique du 11 mai 1937.

(34) Compte rendu de ces conversations dans D.D.F., tome V.

(35) Pour Chamberlain communisme et nazisme sont également pervers. Cf. B. J. Wendt. Economic appeasement. Handel und Finanz in der britischen Deutschland Politik 1933-1939. Düsseldorf, 1971, 3e

procéder à de profondes réformes de structure pour triompher, par exemple contrôle des changes et des banques d'un côté, subordination complète et réelle des hauts fonctionnaires de l'autre ? Mais encore une fois, dans l'Europe de 1937 où l'initiative appartient sans conteste à Hitler, était-il possible à la coalition électorale du Front Populaire d'imposer de profonds changements ? Léon Blum ne l'a sans doute pas cru ; il ne l'a pas voulu, préoccupé avant tout des dangers externes.

René GIRAULT.

NOTES

(1) Cf. le rapport de P. Renouvin publié dans les Actes du Colloque « Léon Blum, chef du gouvernement » FNSP, Paris, 1967, p. 329.

(2) Selon son propre témoignage, L. Blum tient à lire toutes les correspondances diplomatiques

(3) Alexis Léger occupe son poste de secrétaire général du 28 février 1933 au 19 mai 1940 ; René Massigli et P. Bargeton le leur depuis le 15 juin 1934 jusqu'au 16 octobre 1937.

(4) Documents diplomatiques Français. (Ci-aprés D D F) 2nde série, 1936-1939, tome IV. Titulesco avait écrit à y. Delbos pour lui faire part de ses inquiétudes.

(5) Dans le mois précédant les élections législatives, les sorties d'or atteignent 3,6 milliards de francs ; en mai 3,3 milliards, en juin 1,2 milliard. Mais l'encaisse-or de la Banque de France qui était de prés de 75 milliards au début de 1935 atteint seulement 62,8 milliards en avril 1936 et 54,5 milliards en juin 1936. Cf. A. Sauvy, Histoire de la France entre les deux guerres. Tome 2, Paris, 1967.

(6) Cf. J.-C. Broustra, Le combat de Raymond Patenôtre, Paris, 1969. P. Reynaud, Mémoires, tomes 1 et 2, Paris 1959-1962.

(7) Le populaire. Numéro du 5 avril 1935.

(8) Débat à la Chambre du 30 novembre 1935. L'Œuvre de L. Blum, tome 3, Paris 1964, p. 84.

(9) Débat à la Chambre du 2 décembre 1935. *Ibidem*, p. 143.

(10) Séance du 7 juin 1936. *Ibidem*, p. 279.

(11) E. Monick, Pour Mémoire, Paris, 1971, p. 48.

(12) MM. Baumgartner, J. Moch A. Philip, G. Cusin étaient alors dans le secret, comme ils l'ont révélé au Colloque Léon Blum de 1965. Cf. Actes du colloque, p. 281 et 282.

(13) Un dirigeant de la Banque Lazard, A. Meyer, craignait fort que le gouvernement Blum n'instituât un contrôle de devises pour une défense de la monnaie à « L'italienne ». Cf. J.-N. Jeanneney, François de Wendel en République, Paris, 1975, p. 559.

(14) Dans son fameux discours à Luna-Park le 7 septembre 1936, défendant la politique de non-intervention, L. Blum en vient à s'écrier : « Jusqu'à la dernière limite de mon pouvoir et jusqu'au dernier souffle

toléré les premières mesures du gouvernement de Front Populaire. Mais celui-ci, sans moyens financiers adéquats, prisonnier des hommes (les hauts fonctionnaires) autant que des institutions (publiques ou privées, Sénat ou banques) avait bientôt dû subir les directives de l'économie capitaliste et de la société bourgeoise françaises. Sans doute n'y avait-il pas un front commun et des vues identiques parmi les « élites » françaises ; les uns étaient partisans de réformes limitées, pourvu que le libéralisme économique fût fondamentalement préservé, en accord avec les moyens et les buts poursuivis dans les pays anglo-saxons ; les autres, soucieux d'ordre avant tout, voyaient dans les exemples fascistes ou d'autorité traditionnaliste des exemples à suivre, en se tournant résolument contre le Front Populaire, incarnation du mal. Vraisemblablement, L. Blum dans sa volonté d'exercer le pouvoir, a-t-il cru pouvoir s'appuyer sur les premiers, d'autant plus qu'il espérait ainsi apporter une aide anglo-saxonne plus efficace à une France isolée et appauvrie ; mais comme on l'a vu, cet espoir fut assez vite déçu. Comme un étau qui se referme, les exigences financières, budgétaires, monétaires servirent à contenir, puis à limiter, enfin à étouffer les virtualités sociales contenues dans les perspectives du Rassemblement Populaire : dès le début de l'année 1937 on ne pouvait plus guère avoir d'illusions à cet égard ; la pause implicite, puis la pause avouée en mars marquaient cet étouffement. Toutefois, par souci de maintenir à l'extérieur la cohésion avec la Grande-Bretagne, de voir se conclure des accords internationaux de type « atlantique », de pouvoir coordonner les défenses en Europe orientale, le gouvernement de Léon Blum acceptait un incontestable échec en politique intérieure, tout comme il avait toléré la mauvaise farce de la non-intervention en Espagne. Dès l'instant où en politique extérieure les voies suivies se révélèrent tour à tour sans issue, il devenait évident que l'échec en politique intérieure serait dûment comptabilisé ; pour Léon Blum l'exercice du pouvoir devenait inutile dans la France et l'Europe de 1937; chez ses adversaires la reprise du pouvoir devenait urgente pour développer d'autres perspectives économiques, politiques et sociales, fût-ce sous le couvert des radicaux-socialistes.

Au fond, cet échec du réformisme dans l'échec du Front Populaire ne traduisait-il pas à sa manière la nécessité impérieuse pour tout gouvernement de gauche placé dans une situation de crises intérieures et de crises extérieures, de

ment d'orientation dans la politique extérieure de l'URSS : la ligne de rapprochement avec l'Occident serait peu à peu abandonnée pour en revenir à une position plus « neutre » ? En tout cas l'épuration considérable qui décapite l'Armée Rouge en mai-juin 1937, bien connue et analysée dans les rapports de l'ambassade de France à Moscou, confirme les militaires *et* les hommes politiques français de l'inutilité pratique d'une entente militaire avec l'URSS (38).

Ainsi de tous les côtés en juin 1937 la politique extérieure de L. Blum se heurte à des constats d'échec : « l'achat de la paix » à l'Allemagne ne paraît plus possible dans de considérables concessions, qu'envisage la Grande-Bretagne, mais dont L. Blum ne veut pas ; la politique d'alliances convergentes en Europe de l'Est fait long feu. Dès lors la pause en politique intérieure qui aurait permis de continuer à l'extérieur une politique active et réaliste, n'a plus de sens. Puisque le mur d'Argent n'a pas désarmé et que la situation externe est bouchée, à moins d'une politique d'apaisement à la Chamberlain, mieux vaut pour L. Blum faire front, et tomber « à gauche ». C'est, nous semble-t-il, le sens de son action fin juin 1937 (39).

⁂

Dans un discours à Luna-Park, le 6 juin 1937, L. Blum s'écriait : « Si nous échouions... on serait obligé de se demander — et c'est une réflexion bien grave — si ce que nous avons cru possible et que nous continuons à croire possible ne l'est pas, s'il n'est pas vraiment possible, à l'intérieur du cadre légal, à l'aide des institutions démocratiques, par une coalition des partis, sans excéder un programme commun qui respecte les principes de la société actuelle, de procurer aux masses populaires de ce pays, les réformes de paix et de justice qu'elles attendent. » Quinze jours plus tard son gouvernement se retirait.

Une sorte de démonstration était ainsi faite : effectivement, les cadres traditionnels de la société française, la bourgeoisie dans sa majorité, les détenteurs de fonds dans leur quasi totalité se refusaient à accepter des modifications sociales profondes ; un moment ébranlés par les résultats électoraux d'avril-mai 1936 et par la vague de grèves en juin, ils avaient

armées paraissent bien minces. Pourtant L. Blum a encore poussé les militaires à s'entendre avec leurs homologues soviétiques en janvier-février 1937 ; le 9 janvier 1937 le général Schweisguth, sous-chef d'Etat-major de l'armée française, rencontre l'attaché militaire soviétique Semenov pour s'informer de l'éventuelle aide militaire de l'URSS en cas de conflit franco-allemand (36) ; le 27 janvier l'ambassadeur soviétique Potemkine demande à A. Léger s'il ne conviendrait pas de poser la question de l'aide militaire réciproque non seulement dans le sens d'un secours soviétique vers la France, mais dans le sens inverse ; selon Potemine le secrétaire général du Quai d'Orsay paraît peu enclin à s'intéresser à ces perspectives; rejoint-il par là les réserves des militaires français et de leur ministre E. Daladier ? En tout cas le 17 février Potemkine vient apporter une réponse positive et nuancée à Blum et Delbos : l'Armée Rouge viendra en aide à la France dans le cas d'une attaque allemande pour autant que ses forces pourront traverser la Pologne ou la Roumanie ; en outre le gouvernement soviétique est prêt à fournir une large aide en matières premières, ravitaillement et équipements militaires. En fait la question cardinale, qui fera également échouer les négociations d'août 1939, est déjà clairement posée : ou la France est décidée à imposer à ses alliés orientaux une alliance conjointe avec l'URSS par des pressions politiques, économiques (octroi ou non de prêts) ou elle doit abandonner l'espoir de faire concorder les aides des Etats d'Europe orientale. En un premier temps Blum et Delbos se sont déclarés « ravis » de cette proposition soviétique, mais il apparaît assez vite que l'Etat-major français juge cette éventualité irréalisable, voire même inutile ; aussi après une réunion entre Blum, Delbos, Daladier le 25 mars 1937 le gouvernement répond favorablement *dans le principe* à la proposition soviétique, mais de fait les conversations cessent entre les deux gouvernements (37). Passant les consignes à Souritz, son successeur à l'ambassade soviétique à Paris, le nouveau vice-ministre Potemkine lui recommande en fin avril de ne pas harceler le gouvernement français ; cette réserve provient de la conviction que les militaires français ne veulent pas d'une entente avec l'URSS ; ils ont convaincu Daladier et les radicaux ; donc à quoi bon négocier ? Mais si on veut prendre le problème à l'envers, les purges qui sévissent alors dans l'Armée Rouge et qui atteignent aussi la diplomatie soviétique, ne sont-elles pas liées à un change-

mais hostile à l'apaisement à tout prix, et le nouveau Premier ministre qui n'hésitera pas pour obtenir l'apaisement à faire les plus larges concessions surtout si cet « appeasement » peut être « acheté » par l'expansion allemande en Europe orientale; celle-ci ne coûterait rien à la Grande-Bretagne et pourrait se faire au dépens de l'URSS (35). Dès lors les Allemands n'ont rien à attendre d'une discussion économique générale ; la nouvelle ligne politique britannique, incarnée par le nouvel ambassadeur à Berlin, Henderson, partisan d'un accord avec les nazis, sonne le glas des espérances de Schacht et von Neurath ; elle ne peut que confirmer Hitler dans sa ligne dure. Elle conduit également la politique française vers une impasse : ou bien la France continue à « suivre » la politique britannique, mais elle ne peut plus mener une politique active en Europe orientale sans fourberie ou faux semblant, ou bien la France honore ses engagements dans cette partie de l'Europe, en particulier avec Benes en Tchécoslovaquie et avec les Etats de la Petite-Entente, voire même en négociant des accords militaires avec l'URSS, mais les risques sont grands d'un éloignement entre Londres et Paris.

En vérité le choix entre ces deux lignes n'est même plus possible en juin, car en Europe orientale deux modifications notables sont intervenues qui ont changé l'ordre des choses. Tout d'abord le 27 mars 1937 un accord italo-yougoslave consacre la disparition de la Petite-Entente : pacte de non agression entre l'Italie et la Yougoslavie, engagement de neutralité en cas de conflit avec un pays tiers rendent caducs les accords entre Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie ; au demeurant la politique roumaine évolue dans le même sens. En particulier, en cas d'attaque allemande contre la Tchécoslovaquie, tout accord sur un éventuel passage de troupes soviétiques par le territoire roumain paraît impossible, de même que la Pologne se refuse à voir les troupes soviétiques venir « aider » les démocraties en traversant son sol. Ainsi les alliés traditionnels de la France sont hostiles à une entente franco-soviétique, à l'exception peut-être de Benes ; mais même celui-ci est au moins sceptique sur la valeur militaire de cette entente, depuis qu'il a reçu de mystérieuses informations concernant l'affaire Toukhatchevski.

Les négociations militaires franco-soviétiques vont également être définitivement stoppées par cette affaire ; mais avant que celle-ci n'éclate, les chances d'un accord entre les deux

tations. Aussi, au début avril, sur proposition anglaise semble-t-il, les gouvernements anglais et français demandent-ils à l'ancien ministre belge des Affaires étrangères Van Zeeland, catholique, de préparer l'organisation d'une conférence commerciale internationale (32) ; sous ce couvert, Van Zeeland pourra facilement nouer des contacts aussi bien avec les Etats fascistes qu'avec les USA ou tout autre Etat ; la neutralité belge justement affirmée alors (reconnue le 24 avril par la France et la Grande-Bretagne) est une garantie pour la liberté de manœuvre de Van Zeeland. Dès le 20 avril Schacht est en visite en Belgique et les premières discussions paraissent utiles, bien que les buts poursuivis par Schacht ne soient pas toujours fort clairs ; le ministre allemand des Affaires étrangères, von Neurath, se déclare prêt au dialogue ; on peut donc aller de l'avant et le 9 mai une réunion tenue au Quai d'Orsay entre Blum, Delbos, François-Poncet et l'ambassadeur britannique Phipps prépare la nouvelle entrevue qui doit avoir lieu à Paris avec Schacht (33). Celui-ci cependant hausse les enjeux le 18 mai lorsqu'il indique à Frère les conditions politiques de la négociation : retour d'Eupen et Malmédy à l'Allemagne, solution satisfaisante du cas de Dantzig, cession de colonies à l'Allemagne ; Schacht, dont l'autorité n'a pas cessé de baisser en Allemagne, veut-il retrouver la confiance d'Hitler en obtenant de vastes concessions des Occidentaux ? C'est probable, mais il est également évident que de telles propositions ont peu de chances d'aboutir du côté français ; les 27 et 28 mai 1937 Schacht s'entretient avec Auriol et Blum ; les déclarations sont franches et peu cordiales des deux côtés (34) ; le constat d'échec est patent. Dans ces conditions la mission Van Zeeland perd grandement de son intérêt : l'ex-ministre belge est parti aux USA où il rencontre Roosevelt, mais on ne voit guère comment on pourra réunir autour d'une même table tous les protagonistes sans de lourdes concessions à l'Allemagne.

Peut-être une commune résolution anglo-française aurait-elle pu faire fléchir l'Allemagne ; or justement à la fin mai 1937, un important changement politique survient à Londres. Le Premier ministre Baldwin se retire, laissant sa place au Chancelier de l'Echiquier, N. Chamberlain, partisan farouche d'un apaisement avec l'Allemagne ; très vite apparaît l'opposition entre A. Eden (resté à son poste), favorable à une discussion avec les Etats fascistes (notamment avec l'Italie)

était évidente, le Sénat avait voté les projets de loi financière à la quasi-unanimité. Une question vient évidemment à l'esprit : pourquoi L. Blum a-t-il accepté au début mars ce qu'il se refusait encore à admettre en janvier ? Pourquoi a-t-il cédé à la poussée du mur d'Argent ? On imagine volontiers que L. Blum aurait pu se refuser à endosser pareil retour à l'orthodoxie en laissant aux radicaux de droite le soin de gérer les affaires publiques ; faire de telles concessions aux principes fondamentaux d'une conviction politique relève d'un choix déterminant ; donc pourquoi L. Blum a-t-il préféré rester au pouvoir en mars alors que quelques mois plus tard, en juin, il quitte le pouvoir sans que la situation intérieure ait profondément changé, et sans vouloir véritablement se battre contre le Sénat ?

Il nous semble que la clef de ce problème réside dans l'intérêt primordial que L. Blum accorde à la politique extérieure au printemps 1937 et dans les conclusions qu'il peut tirer de son action en ce domaine, tant en mars qu'en juin 1937. Entre ces deux dates, comme nous allons le voir, les choses ont radicalement évolué. En mars la stratégie de Blum en politique extérieure s'organise autour de trois axes : 1° conserver à tout prix l'entente avec les Anglo-Saxons dont l'aide économique et militaire est fondamentale ; 2° préserver la paix en obtenant une négociation réelle avec les Etats fascistes, négociation signifiant ici concessions réciproques et non satisfaction obligatoire des appétits fascistes ; 3° maintenir et développer les engagements avec les Etats d'Europe orientale y compris l'URSS. Dans ces trois directions, des entreprises discrètes sont en train qui méritent d'être poursuivies, car de leur succès dépend une possibilité d'éviter une conflagration générale ; en particulier, les suites de la négociation avec Schacht peuvent encore paraître positives, de même que les rapports militaires avec l'URSS peuvent encore donner des résultats heureux. Il ne faut pas lâcher ces fils en mars ; en juin tous sont rompus.

Prenons tout d'abord le cas des négociations autour d'une nouvelle conférence économique internationale. Secrètement des contacts sont maintenus avec Schacht par l'intermédiaire de hauts fonctionnaires, habitués des organisations internationales, sir Leith Ross pour la Grande-Bretagne, Maurice Frère et même Charles Rist pour la France ; mais le procédé est mal commode, car il faut éviter les indiscrétions et les suppu-

La situation financière, nœud du problème, est facile à comprendre dès lors que le gouvernement de Front Populaire est laissé seul devant le mur d'Argent : le gouvernement avait espéré que la dévaluation de septembre 1936 aurait incité les capitalistes français à faire rentrer leurs avoirs à l'étranger, puisqu'ils pouvaient facilement tirer bénéfice de l'opération ; en réalité à peine deux milliards de francs étaient « rentrés » sur les 50 à 60 placés à l'extérieur ; dans ces conditions le gouvernement avait eu beaucoup de peine à placer des bons à court terme dans le public, condition indispensable pour solder les dépenses de la Trésorerie : alors qu'en 1933-1935 en moyenne les bons en circulation atteignaient 10 à 11 milliards de francs, depuis mai 1936 les sommes représentées par ces bons restaient aux alentours de 5,5 milliards, soit la moitié. Il était donc nécessaire d'attirer ce volant de 5 à 6 milliards embusqué à l'étranger et pour ce faire il fallait lui offrir un nouveau profit et de nouvelles perspectives politiques.

Le conseil des ministres du 5 mars dut se résigner à la capitulation. Non seulement un emprunt nouveau va être lancé avec garantie de change, c'est-à-dire en acceptant de payer les intérêts et le capital sur la base du cours du dollar ou de la livre, donc en accordant une « prime » à tous les exportateurs de capitaux, non seulement on liait toute éventualité d'un contrôle des changes au vote d'une loi nouvelle par le Parlement, interdisant ainsi au gouvernement d'agir en ce domaine, non seulement on supprimait les interdictions établies précédemment sur la libre circulation de l'or (30), non seulement on s'engageait à ne plus ouvrir de dépenses nouvelles sur le budget de l'Etat, même pour réaliser les mesures sociales dont on parlait encore quelques semaines plus tôt, non seulement on décidait de réduire de 6 milliards les dépenses en travaux publics, mais encore un Fonds d'égalisation des Changes était confié à quatre hauts fonctionnaires, dont trois symbolisaient l'orthodoxie financière la plus classique, Ch. Rist, P. Baudoin et J. Rueff. Les réactions de la presse spécialisée étaient claires ; le gouvernement du Front Populaire avait fait amende honorable. Dès lors les capitaux à court terme pouvaient rentrer en France : effectivement, dans les deux premières tranches d'emprunt placées les 12 et 16 mars, sur les 8 milliards souscrits environ 5,5 milliards revenaient de l'étranger (31). Le placement de l'emprunt s'était fait rapidement, sans difficultés ; la satisfaction des milieux modérés

Londres ne pourrait-il affirmer sa solidarité monétaire avec Paris en acceptant de lier les deux monnaies par des parités de change fixes ? La réponse donnée dès le 19 février est nette ; c'est un refus de la solidarité automatique des monnaies, simplement bonne note est prise par Londres des engagements français dans la politique commerciale et financière ; le ton est correct, sans chaleur. Au fond Blum n'a fait que confirmer l'orientation prise dès septembre 1936 ; lui-même le reconnaît devant la Chambre des Députés le 26 février : « La pente logique de notre politique intérieure nous conduirait vis-à-vis de l'exportation des capitaux et de la spéculation à des mesures coercitives... Mais il y aurait contradiction avec notre politique qui recherche une communauté d'action avec les grandes nations anglo-saxonnes et la signature d'un accord monétaire qui tend à rendre l'activité et la liberté aux échanges internationaux » (28).

Les engagements vis-à-vis des Anglo-Saxons limitent singulièrement la liberté d'agir à l'intérieur selon des principes plus « socialistes ». Dans ces conditions, même si quelques jours auparavant, dans un discours aux militants de Saint-Nazaire, L. Blum a pu affirmer qu'il n'entendait pas « implorer le secours et le concours du capital » en faisant « amende honorable, la corde au cou », la pression intérieure des capitalistes français, entretenue par la prédiction sans cesse répétée dans la presse d'une nouvelle dévaluation, s'accentue pendant les derniers jours de février 1937 et au début de mars. Sur le plan politique les attaques des radicaux de droite redoublent, empêchant par exemple le vote de pleins pouvoirs au gouvernement pour les négociations douanières ; sur le plan boursier et financier les achats de devises étrangères contre des francs s'accélèrent, en particulier les 4 et 5 mars ; ainsi Morganthau convoque l'ambassadeur de France à Washington, G. Bonnet (il a pris son poste quelques semaines auparavant) pour lui signaler qu'en une seule journée, le 5 mars, il a fallu fournir 90 millions de $ à la bourse de New York pour tenir la ligne du franc et que le gouvernement français doit agir de toute urgence pour éviter la catastrophe (29). Chacun de leur côté et à leur manière les deux gouvernements anglo-saxons ont signalé leur décision de laisser le conflit entre le gouvernement Blum et les détenteurs français de capitaux aller à son terme. Les conditions de politique intérieure vont alors prévaloir.

l'automne 1936, Hitler a déjà montré où vont ses préférences, mais Schacht, encore ministre, espère pouvoir renverser la tendance s'il obtient des avantages économiques substantiels auprès des Occidentaux. L'ambassadeur de France, A. François-Poncet, incline à penser que le rôle de Schacht est déjà amoindri, mais, en acceptant de négocier avec les conservateurs modérés, n'est-ce pas un ultime moyen d'éviter le succès définitif des nazis « durs » en Allemagne ? Hitler en tout cas n'a pas totalement repoussé la négociation économique internationale.

Cependant la marge de manœuvre dont L. Blum peut disposer vis-à-vis des Anglo-Saxons va encore s'amoindrir ; en effet, si les gages de bonne volonté marqués à l'automne par le gouvernement de Front Populaire vis-à-vis des suggestions anglo-saxonnes ont permis d'obtenir des crédits extérieurs, à l'intérieur, malgré la « pause implicite » (25) dans la politique de réformes économiques et sociales, le mur d'Argent français n'a pas désarmé : il ne souscrit pas assez aux Bons du Trésor, et surtout il continue à spéculer contre le franc, en conservant ses placements externes (26). Pendant plusieurs semaines le Fonds d'égalisation des Changes a pu lutter contre la déperdition du franc grâce au crédit avancé par Londres, mais le 12 février 1937 la cote d'alerte est atteinte, mêmes les avances britanniques ont été consommées. Le gouvernement britannique adresse alors un message d'inquiétude au gouvernement français : quelles mesures L. Blum et V. Auriol prendront-ils pour restaurer promptement la confiance dans le franc ?

On sait la suite : le 13 février, dans un discours à la radio, Blum annonce la pause ; le 17 février la réponse officielle à la note britannique admet la cruelle réalité de la chute du franc due à des spéculations intérieures, tout en annonçant les mesures qui vont être adoptées par le gouvernement pour restaurer la confiance : libre circulation de l'or, maintien de la liberté de circulation des capitaux, suspension dans l'augmentation des dépenses publiques, mesures contre la hausse des prix, abaissement des tarifs douaniers, suppression ou limitation des contingentements (27). En bref, on trouve là l'affirmation renouvelée d'une gestion strictement libérale de l'économie (au-delà même du protectionnisme cher aux radicaux).

Ayant ainsi donné la mesure de sa bonne volonté, le gouvernement français en appelle à la solidarité britannique :

politiques à l'Italie. Sur le premier point, le chef du gouvernement français expose son point de vue dans un discours prononcé à Lyon le 24 janvier 1937 : il se rallie au point de vue britannique, tout en faisant remarquer qu'« il existe une liaison nécessaire, une connexion inéluctable entre coopération économique d'une part, organisation pacifique et arrêt de la course aux armements d'autre part. Pour travailler en commun, il faut pouvoir travailler en paix » (23) ; cependant les conclusions essentielles sont claires : « liaison intime du problème franco-allemand avec l'ensemble du problème européen, connexion nécessaire de la coopération économique avec le règlement politique et l'organisation de la paix ». Ainsi Blum accepte à son tour le plan Monick-Eden.

Mais, dans les relations avec l'Italie, la position de Blum reste ferme ; le 23 janvier, de retour à Rome où il a été en « vacances », l'ambassadeur italien Cerutti demande à Blum de laisser l'Italie l'emporter en Espagne afin d'apaiser Mussolini qui se retournera alors résolument vers la France ; Blum se refuse à abandonner l'Espagne à l'Italie fasciste. Est-ce pour cela que Mussolini, déjà engagé auprès d'Hitler par le pacte d'octobre 1936, renforce ses liens avec l'Allemagne lors de la visite de Goering à Rome en fin janvier 1937 ? On peut penser que, comme à son ordinaire, Mussolini continue à jouer sur les deux tableaux, mais on peut également penser que Goering et Mussolini ont contribué à influencer la réponse ambiguë d'Hitler aux propositions anglo-françaises.

En effet le 30 janvier Hitler prononce un discours au Reichstag : sans fermer la porte à toute négocation, le Führer manifeste peu d'intérêt pour la discussion économico-politique. Il rejoint ainsi les première réactions manifestées par Goebbels après le discours de Lyon, alors que Schacht avait immédiatement fait connaître « l'intérêt éminent » pris aux déclarations françaises (24). Au fond jusque-là deux clans se disputent en Allemagne la confiance d'Hitler en préconisant deux politiques opposées : les nazis « purs », type Goering ou Gobbels, poussent à la politique de force, avec maintien et même renforcement de l'autarcie, tandis que Schacht, von Neurath (ministre des Affaires étrangères), conservateurs plus classiques, sont prêts à engager l'Allemagne dans une politique moins agressive mais tout aussi « payante » en matière économique ou coloniale ; en relevant pratiquement Schacht de ses fonctions lors du lancement de plan de quatre ans (confié à Goering) à

la Pologne « qui sont incapables de résister à la pression des trois grandes démocraties occidentales », lorsque celles-ci leur apportent ce qu'elles souhaitent; or, si l'Italie est «débauchée», l'Allemagne devra converser. Ce vaste projet aura-t-il l'aval des responsables politiques français.

Le 23 décembre, le ministre des affaires étrangères a reçu l'ambassadeur allemand, le comte Welczek, auquel il a proposé des compensations économiques en matières coloniale et financière (emprunts ?) contre des concessions politiques en Europe et un règlement pacifique en Espagne (22). Donc à ce moment le « plan Monick » n'est pas suivi ; mais le 30 décembre l'ambassadeur français en Allemagne, M. François-Poncet, rencontre le ministre Schacht auquel il laisse entendre qu'une vaste négociation économico-politique pourrait aboutir à des règlements pacifiques ; Schacht répond favorablement, ce qui permet au gouvernement français d'annoncer ces perspectives nouvelles aux amis britanniques (23). La voie Monick semble se préparer, au point que le conseil de cabinet britannique ratifie officiellement son accord le 19 janvier pour une négociation secrète avec Schacht (le 2 février il désignera son émissaire secret, sir Frederick Leith-Ross) ; le Quai d'Orsay a donc cautionné le plan Monick en fin décembre ; mais L. Blum suivra-t-il cette voie ?

A. Eden, ministre des Affaires étrangères britannique, a publiquement donné son aval à cette « politique d'achat de la paix » par une déclaration aux Communes : « nous sommes disposés à donner notre appui dans le sens d'une aide économique accrue, mais à une condition, collaboration économique et apaisement politique doivent marcher de pair ». Or Eden rencontre Blum à Paris le 20 janvier au soir ; il vient proposer à Blum d'entamer véritablement des discussions avec les Etats fascistes sur ces bases ; R. Massigli a préparé dans une note destinée à Blum la substance de la réponse française telle qu'elle est vue par le Quai d'Orsay : d'accord pour suivre le plan Eden, mais à condition de maintenir la liaison avec l'URSS et sous réserve que la négociation politique mène à un nouveau pacte à quatre. Blum va-t-il s'engager complètement dans la voie britannique ?

La réponse de L. Blum est encore très nuancée ; d'une part, il fait vis-à-vis de l'Allemagne un geste spectaculaire qui l'engage sur la voie des tractations économico-politiques, d'autre part, il refuse nettement de faire des concessions

sur les dettes de guerre, mais il est nécessaire d'amorcer une négociation avec l'Allemagne. Sur le premier point une note française du 12 décembre 1936 a donné son aval, en insistant d'ailleurs sur le besoin de faire triompher en Europe les thèses démocratiques (thème cher à Roosevelt) ; reste le préalable des discussions avec les puissances fascistes, spécialement avec l'Allemagne.

E. Monick, après ses entretiens aux U S A, dégage dans un long rapport les voies et moyens qui s'offrent à la France pour cette discussion (20). Il faut d'abord convaincre Roosevelt de notre bonne foi, afin d'obtenir son aide qui permettra ensuite d'imposer à l'Europe divisée une « pax americana » ; la conviction de Roosevelt sera faite si on peut témoigner de la volonté conciliatrice française en engageant des conversations secrètes avec Schacht pour l'Allemagne et avec l'Italie (21) ; cette conversation secrète pourrait se faire par le truchement des fonctionnaires d'une organisation internationale. Laisser des colonies à l'Allemagne n'offre pas de perspectives réelles à la solution des maux économiques dont souffrent les Etats fascistes ; par ce biais ils n'auront pas nécessairement accès à des matières premières utiles à leur économie ; des compagnies à charte exploitantes de territoires coloniaux appartenant à d'autres Etats ne conviendraient pas plus à la situation, car, même si elles exploitaient des zones riches en matières premières, elles ne seraient pas financièrement en mesure de produire et surtout de commercialiser aisément ces productions auprès des Etats européens appauvris. Donc un système différent s'impose : des compagnies privées de commerce et de finance (trading and financing companies) devraient être constituées avec l'aide de capitaux américains, anglais et français ; elles auraient pour mission de régulariser et coordonner le marché et les prix des principales matières premières tout en consentant pendant plusieurs années des crédits aux Etats ayant besoin de ces matières premières ; comme ces compagnies dépendraient financièrement des puissances occidentales, un contrôle international pourrait être exercé par leurs soins, tandis que l'Allemagne, l'Italie auraient l'opportunité de se ravitailler et que l'URSS et les pays d'Extrême-Orient, producteurs de matières premières, y trouveraient leur compte. Evidemment l'Allemagne hitlérienne peut, en un premier temps, refuser d'accepter cette « dépendance », mais il existe au moins deux nations européennes, l'Italie et

niales à l'Allemagne sont impensables, par contre l'apaisement économique est peut-être réalisable.

En vérité, un plan d'ensemble de la stratégie anglo-saxonne paraît avoir été élaboré à l'automne 1936 ; ses grandes lignes seraient les suivantes : les puissances occidentales encore riches et dynamiques peuvent « acheter la paix » aux puissances fascistes ; elles accorderaient des crédits ou des avances contre des engagements politiques et économiques côté politique Hitler et Mussolini renonceraient à des actions violentes, quitte à obtenir des « compensations » ponctuelles en Europe, côté économique les systèmes autarciques générateurs de barrières douanières et de contrôle des changes seraient démantelés pour revenir à un système largement libéral ; deux négociations pourraient contribuer à réaliser cette stratégie, d'une part « un nouveau Locarno » consolidateur des frontières occidentales européennes, d'autre part une conférence économique internationale, où siègeraient Etats riches et Etats pauvres. En fait on trouve dans ce plan une variante de la politique d'apaisement préconisée par la Grande-Bretagne.

La France du Front Populaire est-elle disposée à s'y rallier ? L'accord tripartite de septembre 1936 en est le premier gage, mais ira-t-on du côté français jusqu'à des négociations prolongées avec Mussolini et surtout avec Hitler ? Une fois encore, les cadres de la haute administration diplomatique et financière vont agir sur les décisions ministérielles; une fois encore E. Monick entre en action : le 22 novembre 1936 une note de l'attaché financier à Londres préconise cette politique « d'achat de la paix » (18) ; elle prépare un entretien qui se déroule le 29 novembre entre Y. Delbos et W. Bullitt, ambassadeur des U S A à Paris. Celui-ci vient discuter avec le ministre français du remboursement des dettes de guerre dues par la France aux U S A (selon les services américains la France devrait payer 22,3 millions de $, sommes impayées depuis décembre 1932) ; cette concertation doit normalement déboucher sur la possibilité pour les U S A d'aider financièrement la France (19) ; les négociations progressent suffisamment pour que, dans la seconde quinzaine de décembre, Monick soit à nouveau chargé d'une mission aux U S A auprès de Roosevelt et de Morgenthau, secrétaire au Trésor. Les avis de Bullitt et de Monick après d'Y. Delbos concordent : pour obtenir une aide américaine, il faut non seulement s'engager à négocier

de faire prévaloir la paix générale. Non sans raison, L. Blum et V. Auriol dans les déclarations à la presse, J. Moch dans un article du *Populaire*, insistent sur l'importance de ce communiqué commun : de manière solennelle le gouvernement français vient d'opter pour une voie économique et politique qui le lie de manière définitive aux buts et moyens des puissances anglo-saxonnes (16). Réciproquement, n'est pas la fin de l'isolationnisme américain ?

Les avantages et les inconvénients d'une telle situation se dégagent rapidement. D'un côté les vicissitudes du franc vont s'atténuer, les cours du change restant stables jusqu'en février 1937 ; en décembre une avance à court terme de 4 302 000 000 de francs (en livres sterling ou en devises) est fournie par Londres pour faire face aux demandes de devises sur l'étranger présentées par la France ; l'aisance est revenue pour la Trésorerie. Cependant dès octobre des inconvénients apparaissent déjà : les rentrées en France des devises et de l'or qui étaient escomptées après la dévaluation sont limitées et durent peu (Selon P. Raynaud elles n'auraient duré qu'une quinzaine de jours) ; les détenteurs français de capitaux restent réservés ou hostiles à l'égard du Front Populaire qui n'a pas encore « convaincu » de son caractère libéral. Le gouvernement Blum reste ainsi financièrement dépendant de l'aide anglo-saxonne.

Aussi les Britanniques voudraient-ils obtenir de la France une attitude plus conciliante à l'égard de l'Italie ; selon le gouvernement de Londres, Mussolini peut être gagné à plus de compréhension vis-à-vis de l'Ouest grâce à des gestes de bonne volonté et à des avantages économiques ; en échange il peut freiner les désirs d'expansion allemands en refusant de se lier trop étroitement à Hitler. Pourquoi la France ne se joindrait-elle pas à un pacte méditerranéen que la Grande-Bretagne esquisse fin 1936 avec l'Italie ? Pour Londres, cette tactique vaudrait certainement mieux que la manœuvre consistant à satisfaire l'Allemagne par des gages coloniaux : en effet, lors d'un entretien avec L. Blum le 25 août, Schacht avait proposé que les gouvernements occidentaux accordent des compensations coloniales à l'Allemagne, assez dépourvue de matières premières, contre l'engagement (ou la promesse) de suivre une politique extérieure pacifique (17) ; Blum avait accepté de sonder les Anglais sur l'opportunité d'un tel plan ; mais, lors d'un entretien à Genève le 21 septembre, Eden ne laisse aucune illusion à Léon Blum : des compensations colo-

la nationalisation des industries de guerre, promulguée le 11 août, doit permettre de nationaliser cette production, mais il faut surtout dégager des moyens financiers nouveaux ; le 7 septembre un plan quadriennal de défense nationale est adopté par le gouvernement de Front Populaire qui porte d'un seul coup à 14 milliards le montant des sommes à engager au lieu des 9 milliards demandés par l'Etat-major. Comment trouver les ressources nécessaires, d'autant plus que les alliés traditionnels de la France en Europe orientale réclament des aides financières substantielles pour intensifier leur réarmement de leur côté ? L'ambassadeur de France à Prague, de Lacroix, préconise alors une politique de soutien financier pour les Etats de la Petite Entente. Le 6 septembre une délégation polonaise arrive en France conduite par le Maréchal Rydz-Smigly ; elle obtient le 19 septembre la signature d'un accord qui prévoit la possibilité de placer en France par tranches un emprunt de 2 milliards de francs. La réorganisation de l'armée de l'air dont Pierre Cot est l'ardent artisan, doit également entraîner de nouvelles dépenses d'infrastructure en France et à l'étranger. Au total, pour mener une politique extérieure plus active, pour consolider militairement ses alliances, et naturellement pour surmonter des difficultés budgétaires et monétaires, une seule solution commode subsiste, la dévaluation.

Dans cet article nous n'évoquerons pas le détail des mesures financières prises à la fin septembre. Bornons-nous à mesurer les effets de cette décision sur les relations internationales de la France et sur la stratégie suivie en ce domaine par le gouvernement de L. Blum. Le 26 septembre un communiqué conjoint des gouvernements américain, britannique et français annonce leur volonté commune de sauvegarder la paix, de restaurer l'ordre dans les relations économiques internationales, et de poursuivre une politique de développement économique. Désormais les monnaies de ces trois pays seront équilibrées entre elles et surveillées grâce à une politique coordonnée des trois Etats ; afin de permettre l'équilibre du franc par rapport à la livre et au dollar le gouvernement français « ajuste la parité » de la monnaie sur les deux autres valeurs. Enfin les trois gouvernements préconisent une action généralisée pour mettre fin aux contingentements et aux contrôles des changes ; le libéralisme économique doit triompher afin d'assurer aux puissances démocratiques les moyens

**JEAN JAURES**

Bulletin de la Société d'Etudes Jaurèsiennes

N° 65 - Avril-Juin 1977

Au sommaire :

— Madeleine REBEIRIOUX : Avant, pendant, après le Colloque.

— Dieter GROH : Jaurès et Bebel en 1905.

— Henri GAGNEBIN : Souvenirs sur Jaurès.

— Jean-Pierre RIOUX : Ce bulletin et son avenir.

Bibliographie, glanes, vie de la Société, correspondances. (Daniel MAYER, K. FOURNIALS, J. RABAUD, J.-P. RIOUX)

Ce Bulletin trimestriel est servi à tous les adhérents de la Société. (Cotisation pour 1977 : étudiants : 20 F; adhérents : 30 F; donateurs : 50 F.)

Pour adhérer, pour recevoir un numéro spécimen, prière de s'adresser au Secrétariat Général, M. Jean-Pierre RIOUX, 25, rue Damrémont, 75018 PARIS.

CAHIERS LEON BLUM

1er trimestre 1977

Le Directeur de la publication : Dominique HAMON

Imprimerie des publications académiques, 148, rue Amelot, 75011 PARIS